



## « RÉCUPÉRATION PSYCHOSOCIALE ET DÉVELOPPEMENT »

Dili, East Timor

*Période de mise en œuvre : 2002 (mis en place) | Étude de cas rédigée en 2010*

**P**RADET – Psychosocial Recovery and Development in East Timor (Récupération psychosociale et développement au Timor Oriental) – a été fondée en janvier 2002 et est toujours en fonctionnement. Elle offre un soutien aux femmes, aux hommes, aux enfants et aux familles qui souffrent d'un traumatisme mental grave, sont victimes de la violence et doivent faire face à de sérieux problèmes sociaux dus à l'extrême violence. La politique vise, parmi d'autres objectifs clés, à réduire et éliminer les problèmes qui touchent les personnes souffrant de traumatismes et de maladies mentales ; fournir une assistance et une orientation avec l'aide d'une équipe multidisciplinaire formée d'un personnel médical, d'assistants sociaux, d'infirmières, d'avocats et de leaders de la communauté et offrir un refuge et apporter une aide aux victimes de la violence domestique. De 2002 à juin 2009, 792 personnes, la plupart des femmes victimes de violences domestiques, ont été accueillies et ont reçu une aide à travers les différents programmes. La capacité moyenne de PRADET pour aider les victimes et effectuer leur suivi est d'environ cinq personnes par jour. Le pays n'a pas d'institution domestique cohérente et cohésive et il n'existe pas de politique nationale claire dans ce domaine.



L'**Observatoire villes inclusives** a été lancé en 2008 par la Commission inclusion sociale, démocratie participative et droits humains dans le but de créer un espace d'analyse et de réflexion sur les politiques locales d'inclusion sociale. L'initiative a été développée avec le soutien scientifique du professeur Yves Cabannes (University College London) et du Centre d'études sociales (CES) de l'université de Coimbra. À l'heure actuelle, l'Observatoire contient plus de soixante études de cas développées principalement entre 2008 et 2010. Bien que nombre de ces études fassent référence à des politiques déjà finalisées, elles ont encore beaucoup à offrir : de la capitalisation des connaissances acquises par d'autres gouvernements locaux à la découverte de moyens alternatifs pour relever les défis locaux sur l'inclusion sociale.

## Contexte

### Contexte local

Après avoir été incendiée et détruite trois fois pendant la guerre, Dili est une ville remplie de souvenirs violents et traumatiques.

Dili est la capitale du pays et on y trouve une forte concentration de personnes de différentes origines et expériences. La capitale est aussi le lieu où il est possible d'aborder le problème du syndrome de stress post-traumatique et post-conflit de façon moderne. Il n'existe pas de statistiques fiables se rapportant au nombre de personnes qui souffrent de ce syndrome, mais des expériences similaires réalisées dans d'autres contextes nous indiquent que, compte tenu du degré, de l'échelle et de la durée des épisodes de violence, le nombre est certainement significatif et implique des conséquences difficiles à percevoir mais ayant de graves impacts au niveau social, politique et psychologique.

À défaut d'une politique gouvernementale permettant de lutter contre ce problème, PRADET est né à Dili pour fournir certaines données, ressources, nouvelles méthodologies et échanges, entre autres choses.

**Tableau 1. Statistiques sur Dili**

Population totale :	175 730 habitants 81 634 femmes ; 94 096 hommes
<i>Population de Dili classée en fonction de l'âge et du sexe :</i>	
0-19 ans :	42 977 femmes ; 46 377 hommes
20-34 ans :	23 269 femmes ; 29 677 hommes
35-64 ans :	13 689 femmes ; 16 485 hommes
> 65 ans :	1 699 femmes ; 1 557 hommes
<i>Population de Dili classée en fonction de la langue maternelle :</i>	
Tétoum :	34 218 personnes
Tetun Terik :	1 036 personnes
Tetun prasa ou Tetun Dili :	80 237 personnes
Portugais :	344 personnes
Indonésien ( <i>Bahasa Indonesia</i> ) :	1 838 personnes
Anglais :	523 personnes
Autres langues :	57 534 personnes
<i>Population de Dili classée en fonction de l'activité économique actuelle et du sexe :</i>	

Gouvernement :	1 834 femmes ; 5 269 hommes
Nations Unies :	298 femmes ; 784 hommes
ONG Internationales :	831 femmes ; 2 838 hommes
Travailleurs indépendants :	2 691 femmes ; 6 496 hommes
Agriculture de subsistance et pêche :	11 488 femmes ; 6 023 hommes
Sans travail / chômeurs :	30 464 femmes (62,44 %) ; 33 803 hommes (58,62 %)
<i>Population de Dili classée en fonction de l'alphabétisation dans l'une des langues officielles et du sexe :</i>	
Personnes alphabétisées :	46 600 femmes ; 58 661 hommes
Personnes analphabètes :	19 123 femmes (29,09 %); 17 399 hommes (22,87 %)
<i>Population de Dili classée par handicap et par sexe :</i>	
Handicap mental uniquement :	99 femmes ; 299 hommes
Handicap physique uniquement :	299 femmes ; 1 427 hommes
Handicap physique et mental :	27 femmes ; 113 hommes

Comme en témoignent les données présentées dans le tableau 1, Dili est une capitale dont l'indice d'enfants et de jeunes est élevé et qui présente un taux élevé de chômage et d'analphabétisme. Par ailleurs, Dili regroupe une diversité considérable de personnes en termes de langues maternelles, ce qui implique l'existence de différentes origines et milieux culturels à l'intérieur du pays ainsi que diverses idiosyncrasies en termes de violence et de santé mentale. Dili est aussi une capitale où il existe une majorité d'hommes et les femmes sont significativement plus vulnérables quant à leur accès à l'argent et aux ressources, à l'emploi et à l'alphabétisation.

Les enquêtes, les données statistiques et les études disponibles suggèrent que la plupart des maladies mentales ou autres désordres liés au syndrome du stress post-traumatique ne sont pas détectées, informées ou traitées comme telles. Dili, la capitale du Timor Oriental, est une ville qui présente un haut degré de violence personnelle ou collective réprimée, violence qui émerge de manière récurrente dans les troubles politiques, dans les actes délictueux des bandes ou dans la violence domestique.

### *Contexte gouvernemental et décentralisation*

De 1975 à 1999, le Timor oriental a vécu une guerre et une occupation militaire qui a duré 24 ans. Durant cette période, un tiers de la population (200 000 personnes) a péri et une intense politique de déplacement interne a rendu des centaines de milliers de personnes extrêmement vulnérables. Après l'occupation militaire, les infrastructures du pays, les maisons et les bâtiments ont subi des destructions sévères, causées par des incendies, et donnant lieu à un déplacement interne massif (environ 500 000 personnes sur une population totale d'un peu plus d'un million d'habitants). En 2002, le Timor oriental est devenu un Etat indépendant, mais

depuis, le pays a connu plusieurs crises politiques qui ont donné lieu à d'importants épisodes de violence en 2004, en 2006 et en 2008.

Il est important de tenir compte du fait que le Timor oriental est un pays encore plongé dans le contexte social de l'après-guerre et de ses conséquences. La destruction massive qui s'est produite à la fin de l'année 1999 a poussé l'administration internationale et les gouvernements successifs timorais à s'engager dans des programmes complexes de restructuration des infrastructures, dans la construction de l'État, dans la construction des institutions, dans la restauration de la sécurité interne et externe, dans la reconstruction du système judiciaire et dans la récupération économique. La communauté internationale s'est occupée en priorité du processus de reconstruction de l'État et beaucoup moins d'attention politique a été portée à la reconstruction de la société et à la guérison psychologique. Différents gouvernements se sont intéressés à la « réconciliation nationale », qui incluait un fort composant de diplomatie externe avec l'Indonésie puisque plus de 200 000 réfugiés timorais ont été accueillis par les autorités indonésiennes au Timor occidental et dans d'autres îles du pays. Durant ces dix dernières années, ce contexte d'urgence permanente, de destruction, d'administration et de supervision internationale, d'insécurité et de violence récurrente, n'a pas encouragé une approche gouvernementale cohérente et exhaustive de prise en compte du profond syndrome de stress post-traumatique qu'a souffert la population en général.

La mémoire collective des habitants du Timor oriental compte de nombreux épisodes de violence. Les plus jeunes générations sont nées et ont vécu sous l'occupation militaire indonésienne et les anciennes générations se souviennent des guerres menées contre l'occupation coloniale portugaise. L'occupation japonaise qui a causé plus de 80 000 morts pendant la Deuxième Guerre Mondiale et la guerre civile de 1975 qui a fait plus de 3 000 morts, ont également précédé les tragiques événements les plus récents. Cette violence extrême et récurrente a profondément marqué et traumatisé, non seulement, les individus, mais aussi le pays et la société toute entière. Le règlement des conflits et des problèmes par la violence est devenue une pratique sociale qui s'est enracinée au cours des décennies dans les communautés, les familles, les partis politiques et parmi d'autres acteurs sociaux. La répression, l'agression, l'autoritarisme, le manque de ressources, la séparation, la disparition des êtres chers, l'assassinat et la persécution sont des caractéristiques sociales et politiques contre lesquelles la société du Timor oriental doit maintenant lutter, et doit rechercher des solutions pacifiques et des politiques harmonieuses de justice, de vérité et de réintégration.

La société civile a déjà entièrement identifié le problème et des personnes luttent au quotidien contre ses causes et ses conséquences. L'hypothèse selon laquelle le Timor oriental et un grand nombre de ses citoyens ont été gravement traumatisés par la violence réitérée –ce dont il n'est fait aucune mention dans les données statistiques officielles ou conventionnelles– a préparé le terrain pour la mise en œuvre d'une politique d'accueil des victimes, de formation de conseillers et d'autres professionnels, et a servi à promouvoir des programmes d'éducation pour la paix, articulés par les ONG locales et par certains services et institutions publics.

### **Niveau de décentralisation du pays**

La décentralisation gouvernementale du Timor Oriental est règlementée par la Constitution nationale, aux articles 5, 65, 71 et 72. Le Décret-loi 2/2004 du 18 février 2004 réglemente la participation et les compétences des autorités communautaires de l'administration publique

locale. Le Décret-loi 6/2008 du 28 février 2008 établit la structure fondamentale du Ministère de l'Administration de l'État et de la Planification Territoriale.<sup>1</sup>

Le pays occupe une superficie totale d'environ 15 000 km<sup>2</sup> et son administration locale se compose de 13 districts administratifs, de 67 sous-districts et de 489 *sucos ou régions* (qui regroupent un ensemble de villages dont le nombre varie en fonction de la *région*)<sup>2</sup>.

**Niveau institutionnel de mise en œuvre de la politique :** Sous-municipal, Municipal, du District, Régional et Intercommunal (plusieurs communautés).

## Description complète – Présentation de la politique

La politique de PRADET offre un soutien aux femmes et aux hommes, aux enfants et aux familles qui souffrent d'un traumatisme mental grave causé par une extrême violence.

### *Antécédents / origines*

Au cours de l'Administration transitoire des Nations Unies pour le Timor Oriental (UNTAET, sigle en anglais), mise en œuvre sur le territoire du Timor Oriental de 1999 à 2002, il a été estimé que les traumatismes dus à la violence et au syndrome du stress post-traumatique étaient les domaines de travail les plus importants liés à la transition de l'après-guerre et pour parvenir à la cohésion sociale. Les Agences des Nations Unies (ONU) et les différentes ONG Internationales se sont établies dans le pays et ont commencé à mettre en œuvre des projets locaux dans ce domaine, dans la capitale, Dili. En 2000, l'AusAID (Programme d'Aide Australienne, dans ses sigles en anglais) a financé un projet pilote destiné aux infirmières de Dili ; dans le cadre de ce projet, elles ont reçu une formation sur la santé mentale en Australie. Avec neuf autres personnes, Mira Martins da Silva (la future fondatrice de PRADET), qui avait déjà reçu la formation élémentaire et qui avait de l'expérience dans le domaine de la santé publique, a intégré le programme afin de suivre ce processus de formation.

Après avoir suivi la formation et à son retour au Timor Oriental, Mira Martins da Silva a décidé qu'il était important de créer un service public de santé mentale, de psychologie et d'assistance sociale. Mira Martins da Silva a exposé ses idées et fait plusieurs propositions aux autorités du pays, mais n'est pas parvenue à faire de ses projets une réalité. Après l'indépendance du pays, elle a rejoint un groupe de personnes et, grâce aux ressources économiques de la Mission Chrétienne des Aveugles, ayant son siège en Allemagne, elle a pu fonder l'Association PRADET. À cette époque, l'équipe de 10 timorais était formée, pour la majorité, d'infirmières au chômage et d'un psychologue.

L'équipe a commencé son travail à Dili avec le *Programa asistensia ba moras mental* (« Programme d'Aide à la Santé Mentale » en faisant usage de ses propres connaissances pour aider, orienter et fournir des services d'assistance médicale aux victimes demandant de l'aide. Faisant usage des ressources dont ils disposaient, ils travaillèrent dans les villes et les villages suivants situés dans la partie occidentale du pays : Dili, Liquiça, Bobonaro, Ermera, Aileu, Ainaro et Manatuto. De même, ils ont négocié un partenariat avec le gouvernement de transition pour réaliser le suivi de leurs patients avec des médicaments appropriés et sous une supervision médicale spécialisée.

---

<sup>1</sup> Ces textes de loi sont disponibles en ligne sur le site internet suivant: <http://www.unmit.org/legal/RDTL-Law/index-e.htm>.

<sup>2</sup> Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site web suivant : <http://timor-leste.gov.tl>.

Le troisième pas a été de développer le conseil et l'assistance en lançant un nouveau programme appelé « Peace and Democracy Assistance for Juvenile Justice » (Assistance de Paix et de Démocratie pour la Justice des Jeunes –PDAJJ, sigle en anglais–), dont le but était la réalisation d'activités d'éducation non formelle pour la promotion de la paix et le règlement pacifique des conflits avec des jeunes qui avaient été emprisonnés pour avoir commis des actes de violence, avec des jeunes en général et avec leurs familles. PRADET était arrivé à la conclusion que le traumatisme et la violence devaient être traités à travers une approche transdisciplinaire dans laquelle la santé, l'hygiène, la nourriture, les médicaments, le conseil et les actions préventives se combinent entre eux de manière intégrée. Ce programme a été mis en œuvre en collaboration avec le Ministère de la Justice et de la Santé.

Le quatrième domaine d'intervention est lié à la violence domestique contre les femmes et les enfants. PRADET a créé un troisième programme appelé *Fatin hakmatek*, qui signifie « le lieu de la sérénité ». Ce lieu est une maison refuge dans laquelle les victimes sont accueillies et peuvent trouver un environnement adéquat pour se tranquilliser et retrouver la sérénité. La structure de la maison refuge apporte également une expertise médico-légale, une assistance médicale, des conseils, et une aide psychologique et sociale aux victimes. Le travail réalisé dans le cadre du *Fatin hakmatek* est mis en œuvre avec des médecins de l'hôpital national de Dili, des membres de la police nationale et d'autres organisations de base qui travaillent dans le domaine de la violence domestique et à l'encontre des enfants, tels que FOKUPERS (Forum Komunikasi Untuk Perempuan Loro Sae – Forum de communication pour les femmes de l'Est), Asosiaun Hak (l'Association Hak) et les églises locales.

L'organisation a aussi mis en marche le programme *Tau matan ba labarik sire nebe hetan violensia abusu* (Mineurs en danger et prévention des violences à l'égard des enfants), qui est étroitement lié au programme *Fatin hakmatek* et à l'éducation parentale pour le règlement positif des conflits au sein des familles et dans les communautés locales.

Le programme actuellement mis en œuvre est lié au traumatisme causé par le trafic illégal des personnes, qui augmente dramatiquement au Timor Oriental, notamment celui des femmes et des jeunes. PRADET est en cours de négociation avec la mission de l'ONU établie dans le pays et avec le gouvernement actuel. La mise en place du programme dépendra des résultats des négociations institutionnelles en cours et de la possibilité d'obtenir les ressources financières requises.

Dans le cadre du processus global, un groupe informel formé d'experts et d'autres citoyens intéressés par le sujet s'est créé pour discuter, apporter des connaissances, diffuser les informations importantes et pour faire pression sur les autorités et les donateurs dans ce domaine. Ce groupe, qui prend le nom d'*Alma* («Âme»), est la manière qu'a trouvée le collectif social pour intervenir activement et pour réfléchir sur les priorités et identifier ces dernières, ainsi que pour apporter des connaissances et une aide à PRADET dans le cadre de la conception et la mise en place de ses projets et de ses programmes.

À la fin de l'année 2009, PRADET employait 34 personnes –toutes de nationalité timoraise et ayant une formation de base en matière de santé publique ou mentale, certaines d'entre elles étant des sages-femmes et des infirmières, et certaines autres, en petit nombre, des personnes exerçant des fonctions administratives et de direction.

### *Objectifs de la politique*

Les objectifs de la politique de PRADET ont évolué au cours de ses expériences et de son développement. Actuellement, ses objectifs sont les suivants :

1. Réduire et éliminer les problèmes qui touchent les personnes souffrant de traumatismes et de maladies mentales ;
2. Apporter une assistance et fournir une orientation avec l'aide d'une équipe multidisciplinaire formée d'un personnel médical, d'assistants sociaux, d'infirmières, d'avocats et de leaders de la communauté ;
3. Donner refuge et apporter une aide aux victimes de la violence domestique ;
4. Assister, soutenir et former des jeunes se trouvant en prison et leurs familles, de manière à permettre leur réinsertion sociale ;
5. Prévenir les violences à l'égard des enfants et le trafic d'êtres humains ;
6. Mettre en place un programme d'assistance médico-légale et de recherche dans les cas de violence, dans les 13 districts du pays ; et
7. Mettre en œuvre les programmes d'Éducation pour la Paix au niveau de la communauté.

Comme le remarque Mira da Silva, la nation dans son ensemble a besoin d'accepter que toute personne a pu être, potentiellement, traumatisée par la violence qu'elle a subie et qu'elle peut reproduire cette violence sans en avoir proprement conscience ou sans pouvoir s'en empêcher ou s'interdire de le faire. Par conséquent, les objectifs fondamentaux de cette organisation et de sa politique sont de sensibiliser les personnes à la situation particulière du pays quant à ce sujet précis et de prendre des mesures positives visant à garantir un avenir pacifique pour tous.

### *Chronologie de la mise en œuvre de la politique*

La chronologie de cette initiative peut se résumer de la façon suivante :

1999 – La guerre prend fin et l'administration internationale met en place une stratégie de transition d'après-guerre.

2000 – Dix Timorais sont sélectionnés et partent en Australie pour suivre une formation sur la santé mentale dans le cadre d'une évaluation internationale sur l'impact de la violence sur la santé mentale de la population.

2000 – Dans la mesure où l'administration transitoire n'a pas de politique nationale, Mira da Silva prend la tête d'un processus visant à constituer une organisation civile active dans le domaine du traumatisme mental et de la maladie.

2002 – En mai 2002, le pays retrouve son indépendance. L'organisation PRADET est fondée et des accords de coopération sont passés avec le gouvernement pour que celle-ci puisse commencer à travailler dans sept villes et villages de la partie occidentale du pays, à travers le *Programa asistencia ba moras menta* (« Programme d'Aide à la Santé Mentale »). PRADET occupe et restaure une ancienne caserne de vétérans dans le district de Taibessi avec l'accord et la collaboration du leader local, le *chefe de aldeia*.

2004 – PRADET met en marche le programme « Assistance de Paix et de Démocratie pour la Justice des Jeunes », qui prévoit l'éducation et l'aide judiciaire aux mineurs se trouvant en prison.

2005 – Le Parlement national approuve le rapport *Chega* de la Commission Nationale CAVR, *Comissão para o acolhimento a verdade e a reconciliação* (« Commission pour l'Acceptation de la Vérité et pour la Réconciliation »). Le rapport fait quelques recommandations qui sont supposées

être suivies de la mise en place d'une politique nationale sur la santé mentale et sur le stress post-traumatique.

2006 – De violents incidents se produisent, de manière généralisée, dans tout le pays et la crise politique paralyse la nation. Plus de 150 000 personnes sont déplacées à l'intérieur du pays et placées dans des camps de réfugiés. Le processus de réconciliation est en danger, le gouvernement est contraint de démissionner et différentes élections sont convoquées, qui se terminent par la tentative d'assassinat du président de la nation au mois de février 2008.

2007 – PRADET réagit à la crise et met en marche le programme *Fatin hakmatek* (« Le lieu de la sérénité ») ; plus tard, cette même année, l'organisation entreprend l'évaluation médico-légale des victimes et leur apporte une aide médicale. Dans le cadre d'une stratégie élargie, l'organisation commence aussi les activités du *Tau matan ba labarik sire nebe hetan violensia abusu* (« Mineurs en danger et prévention de la maltraitance des enfants »).

2008 – Constitution du groupe *Alma* (« Âme »).

2009 – Avec quatre programmes d'action en marche dans sept districts, PRADET envisage la possibilité d'étendre ses actions aux 13 districts du pays et de proposer et de financer un nouveau programme d'assistance et de prévention du trafic des êtres humains destiné aux jeunes femmes.

### *Agents concernés, bénéficiaires et processus participatifs*

#### **Agents concernés**

Les programmes d'action ont essentiellement été conçus par l'équipe dirigeante de PRADET et par le groupe de soutien *Alma*. Au cours de la mise en place des programmes, différentes organisations et institutions sont intervenues et se sont coordonnées entre elles :

- Ministère de la santé
- PNTL – Police Nationale du Timor oriental
- Division des services sociaux – Ministère de la solidarité sociale
- Ministère de la justice
- UNFPA
- UNICEF
- Caritas Australie
- FOKUPERS – Forum de communication des femmes du Timor oriental
- Caritas Dili
- JSMP – Judicial System Monitoring Programme – Programme de Surveillance du Système Judiciaire
- Églises
- Directeur du centre de santé de la communauté
- Chef du village
- Chef du « sous-village »



- Clinique « Bairo Pite »
- Prison de Becora
- REDE FETO – Plateforme Nationale des organisations de femmes
- Hôpital National Guido Valadares

### **Bénéficiaires**

PRADET offre un soutien aux hommes, aux femmes, aux enfants et aux familles victimes de traumatismes, de violence ou de graves problèmes sociaux. De 2002 à juin 2009, 792 personnes, la plupart des femmes victimes de violences domestiques, ont été accueillies et ont reçu une aide à travers les différents programmes. La capacité moyenne de PRADET (c'est-à-dire l'infrastructure et les ressources techniques et humaines) pour aider les victimes et effectuer leur suivi est d'environ cinq personnes par jour.

### **Processus participatifs mis en œuvre**

Deux processus participatifs principaux ont été mis en place :

1. La création du groupe *Alma*, qui se compose de dirigeants locaux, de PRADET et d'autres citoyens intéressés par le sujet. Ce groupe se réunit chaque semaine pour réunir et partager des informations, pour discuter et débattre sur les méthodes et les résultats, pour développer des actions publiques et pour publier des informations ou du matériel d'analyse sur la violence et les traumatismes au Timor oriental ; et
2. Se remettre d'un traumatisme est en-soi un processus participatif dans lequel les professionnels et les victimes s'engagent à entrer, ensemble, dans un long et profond processus de guérison qui les aide à comprendre les causes et les conséquences de la violence.

À travers tout le processus de diagnostic, d'élaboration, d'exécution et d'évaluation des conséquences, PRADET n'utilise que les instruments requis par les donateurs.

## *Processus d'institutionnalisation et financement*

### **Processus d'institutionnalisation de la politique**

Le pays ne possède pas d'institution domestique cohérente et cohésive et il n'existe pas de politique nationale claire dans ce domaine. Indépendamment du centre du CAVR (Comissão de Acolhimento Verdade e Reconciliação – « Commission pour l'Acceptation de la Vérité et la Réconciliation »), qui dispose d'une bibliothèque, de différentes expositions et qui offre des cours de formation sur l'éducation pour la paix, il n'y a aucune autre institution publique qui aborde les problèmes du stress post-traumatique, de la violence domestique et de la maltraitance des enfants et des jeunes. Ceci dit, les actions de PRADET, menées en coopération avec les organisations et les institutions mentionnées plus haut, peuvent être décrites comme le principal service public qui existe dans ce domaine.

### **Financement**

Le budget total annuel est d'environ US\$40 000 dollars et est financé par la Mission Chrétienne des Aveugles, dont le siège est en Allemagne ; par le Ministère de la Santé et par le Ministère de la Justice du Timor oriental ; ainsi que par Caritas Australie. Ce budget ne tient pas compte du travail volontaire ou de la valeur économique de la coopération mutuelle entre les

organisations et les services qui fonctionnent dans la communauté et qui accroissent fortement la valeur totale de ces activités.

## Principaux résultats et réalisation

### *Principaux résultats et obstacles*

#### **Principaux résultats et réalisations**

Jusqu'à présent, les principaux résultats ont été les suivants :

- 792 victimes accueillies et suivies depuis 7 ans ;
- Etablissement d'une maison refuge ;
- Offre de services 24 heures sur 24 ;
- Avoir fait pression sur les autorités politiques sur cette question et ce secteur; et
- Avoir sensibiliser à la question du traumatisme global dont souffrent les personnes et la société et les graves impacts qu'il implique sur le long terme.

#### **Principaux obstacles et limites**

Mira da Silva déclare que les principaux obstacles rencontrés ont été les suivants :

- Le manque de stabilité économique et de ressources financières suffisantes pour étendre les services ;
- Le manque de formation adéquate du personnel ;
- Le manque de ressources techniques, de médecins spécialisés et d'assistants sociaux ;
- Le manque de vision politique du gouvernement sur le sujet ;
- Le manque de volonté politique d'évaluer l'ampleur du problème et de prendre des mesures appropriées et d'organiser les services qui conviennent ;
- Le manque de dialogue politique au niveau gouvernemental ;
- L'instabilité politique et les syndromes associés de violence juvénile, de violence domestique, de maltraitance des mineurs et des personnes handicapées et le trafic d'êtres humains.

#### **Évaluation générale**

Il s'agit d'une politique intéressante qui répond directement et concrètement à un problème social grave. Cette politique peut être évaluée comme une politique à succès car qu'elle a permis la mise en place de services et qu'elle a créé un réseau qui fonctionne activement dans la capitale du pays. Cependant, l'ampleur de l'intervention de PRADET est nettement insuffisante si l'on tient compte des besoins et des attentes de la société timoraise.

### *Transposition ou adaptation de la pratique ailleurs*

#### **Reproduction et adaptation de la politique dans d'autres contextes**

*Conditions requises préalables*

- La procédure à suivre pour reproduire cette politique devrait se baser sur une stratégie locale d'appropriation et d'interprétation des meilleures pratiques et d'autres expériences vécues dans ce domaine. L'existence d'un échange d'informations et d'expériences est cruciale.
- Il faut clairement identifier les besoins et les problèmes principaux liés à un contexte précis, pour y répondre et les résoudre.
- Mobilisation de différents organismes sociaux locaux pour faire face au syndrome du stress post-traumatique et aux maladies mentales causées par l'exposition à la violence, au moyen d'instruments culturels locaux et d'un impact culturel significatif.

### *Recommandations*

Puisque PRADET est aussi une entité éducative, elle considère qu'il est plus bénéfique d'accepter et d'utiliser les caractéristiques culturelles endogènes pour mettre en pratique les objectifs de la politique. De façon concrète :

- Embaucher et offrir une formation au personnel local ;
- Implanter un système de réseau de soutien basé sur des structures locales significatives déjà existantes, telles que les églises, les associations ou les organisations de base, et les dirigeants locaux.
- Utiliser le *tai chi* ou d'autres formations psychiques ou physiques non-conventionnelles pour distinguer les talents et les capacités des équipes dans le traitement de la violence.
- Être capable de travailler et de communiquer dans les langues maternelles des victimes.
- Tenir compte des particularités locales concernant la violence, la façon dont elle se manifeste et son impact (par exemple, le *fatin hakmatek* est plus qu'une maison refuge : c'est un lieu pour retrouver la sérénité nécessaire pour lutter contre la violence et pour en parler).
- Créer des synergies avec d'autres groupes ou organisations pour compléter les observations, les analyses, les connaissances et les actions publiques, dans le but de faire pression sur les autorités gouvernementales.
- Le dialogue, l'évaluation locale et l'appropriation créative sont fondamentaux pour rendre possible une éventuelle transférabilité des politiques et des réalisations.

## **En savoir plus**

Je dois adresser quelques mots pour exprimer ma sincère gratitude à l'équipe de PRADET et, en particulier, à sa présidente Mira da Silva, qui nous a apporté son aimable et effective collaboration pendant toutes les phases de cette étude, malgré les difficultés habituelles de communication par courrier électronique ou par téléphone en raison du défaut constant d'électricité dans la ville et à la bande passante numérique limitée dont dispose le pays.

Hermínia Silva est mon assistante et traductrice locale. Elle a donné le meilleur d'elle-même pour comprendre ce cas avec exactitude. Sa double origine –Hermínia est bilingue et a vécu au Portugal pendant 24 ans en tant que réfugiée de guerre– lui a permis de traduire habilement dans les deux langues et, surtout, en trouvant les équivalents culturels et les caractéristiques

symboliques qui, autrement, seraient passés inaperçus ou auraient été imperceptibles à mes yeux.

Ce cas a été étudié et écrit par Teresa Cunha sous la supervision du Dr Giovanni Allegretti au Centre des Études Sociales de l'Université de Coimbra, Portugal, en 2010.

### **Commission d'Inclusion sociale, de Démocratie participative et des Droits de l'homme de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) :**

Page web: <https://www.uclg-cisdg.org/>

Coordonnées: [cisdg1@uclg.org](mailto:cisdg1@uclg.org) | +34 933 42 87 70

### *Références bibliographiques*

- Alkatari, M., 2006, *Timor-Leste : o caminho do desenvolvimento*. 2ª ed. Lisboa: Lidel.
- Amal, T., 2006, *Sete mulheres de Timor : feto Timor nain hitu*. Porto: Afrontamento.
- Amal, T., 2002, *Timor-Leste : crónica da observação da coragem*. Coimbra: Quarteto.
- Carey, P. & Bentley, G.C. (eds.), 1995, *East Timor at the Crossroads: The Forging of a Nation*. New York: Social Science Research Council.
- Comissão Para os Direitos do Povo Maubere (CDPM), [no date], *A paz é possível em Timor Leste : Timor-Leste : 1974-1984*. Libertar.
- Comissão Para os Direitos do Povo Maubere (CDPM), 1999, *Observatório de Timor-Leste*. Lisboa: UN03-1999/09/27.
- Comissão de Acolhimento, Verdade e Reconciliação de Timor-Leste (CAVR), 2005a, *Chega!* CAVR.
- Comissão de Acolhimento, Verdade e Reconciliação de Timor-Leste (CAVR), 2005b, *Timor-Leste : as mulheres e o conflito*. CAVR.
- Comissão de Acolhimento, Verdade e Reconciliação de Timor-Leste (CAVR), 2005c, *Timor-Leste : deslocação forçada e fome*. CAVR.
- Cunha, T., 2009, *Never trust Sindarela : diários de campo* [recurso electrónico]. Maputo; Díli. Acessível como apêndice deste trabalho.
- Cunha, T., 2010, *Tecendo margens no Oceano Índico : paz, justiça social e mulheres de Moçambique e Timor-Leste*. In Michael Leach et al. (eds.), *Hatene kona ba, compreender, understanding, mengerti Timor-Leste* (pp. 94-101). Melbourne: Swinburne Press.
- Cunha, T., 2006, *Vozes das mulheres de Timor-Leste*. Porto : Afrontamento.
- FOKUPERS, 2007, *Voicing the Experience of Silenced Women: Report on Violence Against Women 2005-2006*. Díli: FOKUPERS.
- Gunn, G., 1999, *Timor Loro Sae 500 anos*. Macau: Livros do Oriente.
- Gunn, G.C., 1997, *East Timor and the United Nations*. Asmara: The Red Sea Press, Inc.
- Jolliffe, J., 2000, *Depois das Lágrimas : a reconstrução de Timor Leste*. Lisboa: INDE.
- National Statistics Directorate (DNE), 2004, *Censo da população e habitação : census of population and housing : 2004*. Díli : DNE.

República Democrática de Timor-Leste & United Nations Country Team, 2004, *Timor-Leste: Millenium Development Goals Report*. Dili : República Democrática de Timor-Leste & United Nations Country Team.

United Nations Development Programme (UNDP), 2002, *East Timor Human Development Report : Ukun Rasik A'an*. Dili: UNDP.

United Nations Development Programme (UNDP), 2005, *Timor-Leste Human Development Report. The Path Out of Poverty: Integrated Rural Development*. Dili: UNDP.

United Nations Integrated Mission in Timor-Leste (UNMIT), 2008, *Hapara violensia kontra fetu*. UNMIT.